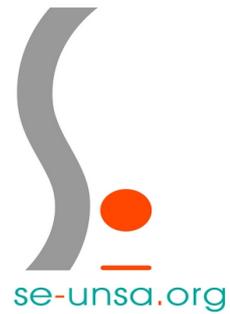




Déclaration liminaire de la FSU et de
l'UNSA CHSCT D 77
du vendredi 3 avril 2020



La crise sanitaire inédite que subit notre pays impose la réalisation d'une instance CHSCT par visioconférence et nous remercions madame l'Inspectrice d'Académie d'avoir entendu notre demande et de garantir le dialogue social tel que le prévoit l'article 42 du décret 2011-184.

Cependant, nous tenons à indiquer la difficulté que nous avons rencontrée à devoir nous organiser du jour pour le lendemain, sachant que nous assurons parallèlement la continuité pédagogique avec pour certains, des classes virtuelles qui étaient programmées et qu'il a fallu dé-programmer à la dernière minute.

Avec les personnels soignants placés en première ligne et toutes celles et ceux qui répondent aux besoins de première nécessité, les personnels de l'éducation nationale sont engagés pour faire face à la crise sanitaire liée à l'épidémie du coronavirus en garantissant la continuité d'un lien éducatif avec les élèves et leurs familles.

A cet égard, les propos de la porte-parole du gouvernement à la sortie du conseil des ministres du 25 mars sont inacceptables. La FSU attend et demande toujours des excuses publiques.

Monsieur le Recteur a fait appel aux personnels d'Education pour assurer la garde des enfants des soignants. La FSU souscrit à cette demande indispensable mais elle se désespère de l'absence des dispositions sanitaires prises pour garantir la sécurité sanitaire des personnels. **La continuité pédagogique s'effondrera si la priorité n'est pas donnée à la préservation des personnels !**

En effet, les personnels accueillant les enfants des personnels soignants ne sont pas équipés des EPI (Equipement de Protection Individuelle) indispensables. L'état ne peut pas envoyer en mission de service public des agents sans les équiper des protections adéquates. Ce manque de matériel explique en grande partie les réticences ainsi justifiées à être volontaire et pourrait causer un épuisement du vivier de volontaires. Par ailleurs, les personnels s'engagent et déploient beaucoup d'énergie pour assurer un lien avec les élèves et les familles, pour maintenir, autant que faire se peut, une activité en dépit des difficultés matérielles et du manque d'équipement.

La situation sanitaire s'est dégradée extrêmement rapidement. Les propos ministériels ont été dissonants, souvent en contradiction avec les mesures sanitaires nécessaires, détachés de la réalité quotidienne vécue tant par les personnels que par les élèves et leurs familles.

Sur le terrain, les communications gouvernementales, ministérielles et rectorales se sont traduites par des injonctions extrêmement disparates et dans bien des cas intenables et en contradiction avec les mesures strictes de confinement et de sécurité sanitaire rappelées par le ministre de l'intérieur. Ces injonctions ont fait perdre de précieux jours dans l'organisation réelle du système et ont favorisé chez les personnels des RPS accrus :

- déplacements inutiles et anxiogènes dans les établissements malgré les recommandations ministérielles ;
- pression accrue sur les personnels les plus précaires (contractuels, AED...) ;
- augmentation exponentielle de la charge de travail ;
- injonctions à utiliser des outils nouveaux, non maîtrisés la plupart du temps, apportant stress devant le dysfonctionnement des outils institutionnels ;
- et orientant les enseignants à utiliser des mesures alternatives contraires aux consignes RGPD afin de répondre aux injonctions de certains managers locaux qui mettaient en place un contrôle inacceptable de l'engagement des personnels.

Nous ne détaillerons pas plus loin tous les dysfonctionnements recensés depuis le début du confinement mais une fois la crise passée, il faudra qu'un bilan soit tiré et que les remontées effectuées par les organisations syndicales soient un point d'appui pour apprendre et mettre en œuvre des mesures de prévention en cas de situation extrême. Ce qui ressort pour l'instant de cette crise est la capacité de notre administration à avoir des discours contradictoires, à ne pas réussir rapidement à se mettre en ordre de bataille pour permettre à ses agents de tirer le maximum de leur travail en direction des élèves. L'Education Nationale est souvent affublée du sobriquet de "Grande bavarde". Cette crise nous montre à quel point la sobriété des propos doit être la règle, notamment de la part de notre ministre.

Nous sommes dans une situation hors norme. La crise sanitaire et le confinement qui en découle angoissent tous les individus. Cela a forcément un effet sur les capacités de travail de chacune et de chacun et sur la mise en œuvre des modalités de travail tout à fait inhabituelles, tout en réorganisant aussi la vie personnelle pour appliquer les consignes sanitaires. La communication ministérielle laissant croire à la poursuite de l'activité scolaire comme si on était encore en établissement, à l'école ou dans les services manifeste au mieux une ignorance de la réalité, au pire un déni des difficultés rencontrées par les personnels qui n'ont pas besoin d'être culpabilisés mais soutenus. Sur le terrain, cette attitude encourage les dérives et injonctions au nom d'une " continuité pédagogique" qui malmène l'expertise professionnelle et l'efficacité du service public. A ce stade, nul ne peut prévoir quelle sera l'évolution de la situation. Pour la FSU, il est impératif que l'institution ne laisse pas les personnels pris de court, comme ce fut le cas lundi 16 mars, ni qu'elle ne confie aux hiérarchies locales le soin de prendre des décisions qui ne sont pas toujours en adéquation ni avec les besoins sanitaires ni avec la réalité sociale de nombreuses familles ; et qui participent à renforcer le sentiment d'angoisse ou de découragement des personnels.

Plus que jamais la confiance et la protection doivent être garanties aux personnels de l'Education nationale. Enfin, compte tenu des paramètres d'évolution de la

pandémie, nombre de personnels de l'Education Nationale seront touchés, plus ou moins gravement. Dans ce contexte, les organisations syndicales se félicitent d'avoir obtenu la suspension du jour de carence. Plus que jamais, là encore, c'est de respect pour eux-mêmes et pour leur santé dont les personnels ont besoin. Sur ce point, le silence de l'institution serait en tout état de cause synonyme de mépris. De la même manière, nous demandons à ce que tout personnel sur site qui contracte le coronavirus soit reconnu en accident de service et donc en maladie professionnelle. Ce soir débute les vacances scolaires pour notre académie. L'ensemble des organisations syndicales, et la FCPE, par un courrier au ministre, dénonce la mise en place d'un programme de soutien scolaire à distance pendant les vacances et lui demande « d'affirmer clairement aux équipes enseignantes comme aux familles, que les vacances scolaires doivent être un temps de repos et de coupure et de leur faire confiance pour maintenir le lien éducatif. »